

les religieux expulsés, l'assurant que toute la république lui saurait gré de cet acte d'humanité et de justice.

Préoccupé de se concilier l'opinion, le bon vieillard accueillit favorablement la requête, et quelques heures après, la petite caravane s'embarquait sur le fleuve Guaya pour gagner les Cordillères.

Bientôt la question des Jésuites fut à l'ordre du jour et passionna tous les esprits. La convention nationale délibéra pour décider s'il fallait rappeler ou confirmer le décret de bannissement de Charles III édicté contre ces religieux au siècle précédent. La discussion fut longue, l'opposition violente, mais enfin la majorité, cédant au vœu populaire exprimé par des pétitions aussi pressantes que nombreuses, vota l'acte solennel de réparation. Un article du décret portait que les Pères rentreraient en possession de tous leurs biens non encore aliénés.

Le jour de la réouverture de leur église, fermée depuis 83 ans, fut pour les Jésuites un jour d'ovation triomphale. Les rues de la capitale étaient tapissées de draperies ; la foule se pressait joyeuse sur leur passage. A voir l'émotion et l'enthousiasme de la population, on eût dit que chaque famille retrouvait un ami et un père.

Garcia Moreno triomphait ; il pouvait espérer en effet que la loi de rappel, réclamée par un pétitionnement général, votée par la convention, sanctionnée par le chef d'état et fêtée par les acclamations de tout un peuple, serait respectée de l'opposition prétendue libérale. Mais les frères et amis, furieux jusqu'à l'exaspération, se chargèrent de lui prouver une fois de plus, qu'ils s'inspirent non des volontés du peuple, mais uniquement de leur haine contre l'Église et ses institutions.

Le général Urbina ne demandait pas mieux que de profiter de cette excellente occasion pour renverser et remplacer le faible Noboa. Ses journaux représentèrent le président comme un esclave des Jésuites, un *réactionnaire*, ennemi du progrès et de la liberté, et prétendirent que ce serait un défi jeté à un pays voisin que d'ouvrir les portes à des hommes expulsés par lui comme fauteurs de troubles et de rébellion. . . .

Le champion du droit, le chevaleresque Garcia Moreno comprit qu'il était de son devoir d'intervenir. Reprenant donc sa plume vengeresse, il écrivit sa *Defensa de los Jesuitas*, un des plus beaux plaidoyers qui aient été composés en faveur de la Compagnie de Jésus. En voici la conclusion : " Quant à nous, nous savons que la guerre est déclarée, non pas aux Jésuites, mais au sacerdoce et à la